

LA REVOLUTION BRABANÇONNE

Il n'est pas nécessaire de donner ici une relation chronologique des faits qui se sont produits avant 1789 et pendant la révolution brabançonne. On les rappellera seulement au moment voulu.

Guidés par leurs tendances libérales ou conservatrices, les historiens ont porté des jugements différents sur les événements de 1789 - 1790. Il en était déjà ainsi au XIX^e siècle. Plus près de nous, H. Pirenne ne cachait pas sa sympathie pour les « démocrates » partisans de Vonck, en qui il voyait à juste titre les précurseurs des libéraux. La regrettée S. Tassier, qui a consacré au vonckisme un ouvrage qui fait autorité, partageait à peu près ce point de vue. Dans *Algemene Geschiedenis der Nederlanden*, A. Cosemans, tout en s'efforçant de rester objectif, se rattache surtout à la tradition catholique et conservatrice. Il souligne bien l'« ultra-conservatisme » des statistes, mais sympathise avec leur défiance envers la « manie des lumières » française. Il reproche aux démocrates l'idéalisme irréfléchi qui devait bientôt entraîner nombre d'entre eux dans le courant de la « collaboration » avec l'occupant français. La tournure prise par les événements en 1789 et 1790 s'explique en grande partie, selon lui, par une réaction de la population aux menaces contre nos « traditions populaires si hautes en couleurs, avec leurs cortèges, leurs processions et leurs kermesses ». « Le désarroi économique et les querelles de cabaret firent le reste. »

Pour Pirenne et Tassier aussi bien que pour Cosemans, mais pour des raisons différentes, la révolution brabançonne apparaît comme une histoire plutôt lamentable. Il est sans doute vrai que la plupart des contemporains n'ont pas bien pénétré le sens des événements auxquels ils étaient mêlés. N'empêche pourtant que le soulèvement des Pays-Bas autrichiens, comme bien des mouvements dans d'autres pays, est à mettre en rapport étroit avec la crise de la fin de l'Ancien Régime. L'historien ne doit pas s'en tenir à une froide énumération de faits, soi-disant objective ; mais il doit d'abord, quelles que soient ses sympathies personnelles, dépister les divers éléments qui ont conditionné les événements et peser leur importance relative. C'est alors seulement qu'on peut arriver à une interprétation significative ou à une comparaison fondée avec des événements qui ont pu se produire ailleurs. Une étude comparée du mouvement des Patriotes hollandais,

qui s'était produit quelques années auparavant, du début de la Révolution française, de la révolution liégeoise, peut éclairer indirectement les caractères spécifiques de la soi-disant révolution brabançonne. Faut-il rappeler que la révolution qui éclata à Liège immédiatement après la chute de la Bastille était bien plus progressiste et que son déroulement ultérieur ressemble fortement au début de la Révolution française ? Elle était dirigée contre le Prince Evêque, et non pas, comme dans les Pays-Bas autrichiens, contre un souverain réformateur résidant dans une capitale étrangère. Mise en marche par la partie lettrée de la bourgeoisie, par quelques négociants et quelques fabricants progressistes, elle prit très vite, à cause de la crise économique et de la cherté de la vie, qui s'était faite bien plus sensible que dans les Pays-Bas autrichiens, un caractère populaire et radical qui amena bientôt une partie de la bourgeoisie d'affaires, dont nombre de gros fabricants de drap de Verviers, à soupirer après le rétablissement de l'ordre ancien. La souveraineté de la nation fut appliquée dans la mesure où les citoyens payant un minimum de 3 florins de contributions reçurent le droit de vote. Dans les Etats Belges Unis de van der Noot et de van Eupen, il ne fut pas question d'une véritable représentation populaire, et encore moins de droit de vote. Le caractère avancé de la révolution liégeoise tient en partie au haut degré de développement économique de la principauté.

Depuis quelques années seulement, on s'est vraiment rendu compte qu'une comparaison entre les divers mouvements et révolutions qui se sont produits entre 1770 et 1789 en Amérique, en France, dans les Provinces Unies, en Belgique, en Angleterre, en Irlande, en Suisse, en Italie, en Allemagne, en Hongrie, en Pologne, etc., peut jeter beaucoup de lumière sur la crise de la fin de l'Ancien Régime et sur le caractère propre de chacun de ces mouvements. Son influence profonde sur l'histoire mondiale amena à étudier le plus souvent la Révolution française comme un phénomène clos. Vint, après la dernière guerre mondiale, la réaction de Jacques Godechot et de l'Américain R.R. Palmer, qui la considèrent comme un maillon important d'une longue chaîne de « Révolutions occidentales » présentant, à côté de grandes différences, de nombreux traits communs, comme l'affirmation des principes de liberté, d'égalité, de souveraineté de la nation, une organisation et une tactique apparentées (comités, clubs, cocardes, etc.), la rédaction de constitutions, et bien d'autres. A long terme, tous ces mouvements conduisirent à la victoire du libéralisme, à la prise de conscience nationale et au triomphe de la bourgeoisie au XIX^e siècle. On ne voit pas bien, à première vue, comment la révolution brabançonne, et quelques autres, peuvent être ramenées à ce dénominateur commun, sauf en ce qui concerne le parti démocratique de Vonck.

Les résultats des comparaisons élaborées par Godechot et Palmer ne sont pas toujours convaincants. Le rapport entre les transformations économiques et sociales de la fin du XVIII^e siècle et les différentes

révolutions n'est pas fortement mis en relief. Si une lumière toujours plus vive a éclairé ces dernières années les différentes phases et le dynamisme interne de la Révolution française, elle ne s'est pas faite aussi nette pour les mouvements révolutionnaires qu'ont connus la plupart des autres pays. Une comparaison significative de la révolution brabançonne avec la phase initiale de la Révolution française achoppe sérieusement sur le manque d'études approfondies sur la fin de l'Ancien Régime dans les Pays-Bas autrichiens. Dans sa typologie des révolutions, Palmer a cependant tenu compte des mouvements qui diffèrent du modèle général. Il souligne la signification de la révolte, dans différents pays, des « corps constitués » (Etats, Eglise, métiers, etc.), qui essayaient de défendre leur autonomie et leurs privilèges contre le pouvoir de l'Etat, et aussi contre les non-privilegiés. Dans les Provinces Unies, en Belgique, en Suisse, les aristocrates ont pu l'emporter sur les démocrates. En France même, ils purent freiner les courants égalitaires jusqu'en 1792. Il est indiscutable que « for a time it even seemed that the French Revolution might reinforce the privileged classes ». Que la révolution brabançonne ne puisse être comparée qu'au stade initial de la Révolution française, cela saute aux yeux. Comment aurait-elle évolué sans la reconquête autrichienne, nul ne peut le dire. La victoire des privilégiés ne pouvait à notre avis être définitive dans un pays aussi près de la révolution industrielle que la Belgique. Palmer ne réussit pas à faire une comparaison absolument satisfaisante de la révolution brabançonne avec la phase initiale de la Révolution française. Ce n'est pas entièrement de sa faute, puisqu'il ne possédait guère d'autres références que l'ouvrage de S. Tassier, déjà quelque peu vieilli, surtout en ce qui concerne l'arrière-plan économique et social. Il n'est donc pas étonnant qu'il ait à son tour brossé un sombre tableau de l'état arriéré des Pays-Bas autrichiens. Dans la « placid Belgium, the Boeotia of Europe », la révolte ne pouvait guère être autre chose qu'une imitation de ce qui se passait ailleurs. Elle était dirigée contre « les Lumières », ce qui ne serait pas « untypical of the time » puisque cet aspect conservateur se rencontre aussi en Amérique et même dans la « révolte nobiliaire » française qui fraya dès 1787 la voie à la Révolution de 1789.

Palmer reprend donc la vision classique suivant laquelle l'économie et la mentalité des Pays-Bas autrichiens étaient en retard sur la France, où presque toutes les couches de la population participèrent au renversement de l'Ancien Régime. C'est là un postulat qui n'avait jamais été mis en doute jusqu'à ces dernières années. Les recherches de détail ne faisaient que confirmer ce qu'on présupposait en fait, c'est-à-dire qu'avant 1789, et même dans les premières décennies du XIX^e siècle, la Belgique était un pays agricole sous la coupe des propriétaires fonciers, nobles ou non, que les industries échappant au cadre des corporations n'étaient qu'une minorité dans les villes, que la grande bourgeoisie d'affaires et le « prolétariat des manufactures » n'avaient guère de signification numérique, etc. On perdait malheureu-

sement de vue que ce sont là les caractéristiques de n'importe quelle société pré-industrielle, s'appliquant aussi bien à la France qu'à la Belgique. Pour notre pays seul, elles devenaient le signe d'une faiblesse frappante. A ce compte, la révolution industrielle qui démarra chez nous plus tôt que n'importe où ailleurs sur le continent fait figure de véritable miracle.

S. Tassier expliquait la victoire des conservateurs par le retard fondamental des Pays-Bas autrichiens dans tous les domaines. Cette thèse se trouve surtout développée dans le premier chapitre de son ouvrage, qui traite de l'Ancien Régime dans les provinces belges à la fin du XVIII^e siècle. Faute d'études préparatoires suffisantes, elle s'appuyait surtout sur des passages de récits de voyage et de journaux de Français, d'Anglais et d'Allemands éclairés qui avaient naturellement tous, l'un plus et l'autre moins, quantité de remarques à faire. On peut seulement se demander si ces voyageurs, ou d'autres de la même culture, auraient été plus laudatifs envers d'autres pays. Qu'on pense par exemple au jugement destructeur d'un Arthur Young sur l'agriculture française en général et à son admiration pour ce qu'il avait pu observer dans le nord de la France, où l'on utilisait à peu près les mêmes méthodes que dans la Flandre toute proche. Pour renforcer ses conceptions, S. Tassier cite surabondamment G. Förster, dont le journal de voyage souligne avec le plus d'insistance le sous-développement, ou mieux la stupidité des Belges au temps de la révolte. Admirateur et ami de plusieurs philosophes français, défenseur des idéaux jacobins en Allemagne, cet écrivain mérite certes beaucoup d'intérêt. Mais son *Voyage Philosophique*, je l'ai montré ailleurs, n'a guère de valeur comme source de connaissance objective du degré de développement des Pays-Bas autrichiens. Il ne fut ni le premier ni le dernier à être frappé de l'extérieur « végétatif » et de la lourdeur d'esprit des habitants des Pays-Bas méridionaux, en particulier des Brabançons, faisant contraste avec la « physionomie distinguée » de la plupart des Liégeois, sans doute parce que ceux-ci se rapprochaient fortement des Français par leur réceptivité aux idéaux de liberté. Que l'esprit, disons depuis le XVII^e siècle, n'ait guère soufflé en tempête dans nos provinces, que les Belges ne brillent généralement pas par l'animation et le style de la conversation, voilà qui mériterait une explication historique et sociologique. Mais rien ne permet d'attribuer sans plus cette apparence de « stupidité et assoupissement » à un retard économique et politique. La conscience politique s'est au contraire particulièrement développée en Belgique, au point que nous sommes un des rares pays où la démocratie politique d'origine bourgeoise semble être un acquis solide. Pour l'étude de la « révolution permanente », des pays comme la Suisse, la Hollande, la Belgique, les Etats scandinaves et l'Angleterre fournissent moins de matière que par exemple la France, la Russie, la Chine, etc. En doit-on les tenir pour « attardés » ?

Qui n'est pas à la recherche systématique de symptômes d'arriération glanera bien plus dans le récit de voyage d'A. de Gomicourt [Derival], un bourgeois français éclairé qui, lui, séjourna plusieurs années dans les Pays-Bas autrichiens à partir de 1782 et y consacra une sorte de « reportage » en six volumes. A tout prendre, nos provinces font bonne figure aux yeux pourtant critiques de ce voyageur, qui y apprécie peut-être davantage l'agriculture que l'industrie et le commerce. La comparaison avec la France ne lui paraît que rarement à l'avantage de sa patrie. Ce n'est qu'en partant d'une idée préconçue que l'on peut, par la mise en vedette de quelques passages séparés de leur contexte, faire apparaître une image défavorable. Concluons donc que l'aspect partial et impressionniste des récits de voyage ne permet à qui s'intéresse aux structures sociales et économiques de les considérer que comme des sources de complément.

Impressionnistes aussi, les notations suivantes chez S. Tassier. Elle souligne entre autres comme quelque chose de très particulier que la noblesse disposât chez nous de revenus bien plus élevés que la bourgeoisie. Mais nous savons désormais grâce à l'étude récente de Daumard et Furet (et on le soupçonnait depuis bien longtemps) que les plus riches bourgeois de Paris venaient à ce point de vue bien loin derrière la haute noblesse. Celle-ci n'était pas plus disposée en France que chez nous, contrairement à ce qu'avance S. Tassier, à risquer son incommensurable fortune dans l'industrie et le commerce. Une forte nuance cependant : sa participation à l'exploitation des hauts fourneaux et des mines était considérable. Dans les Pays-Bas méridionaux aussi, d'ailleurs, on trouve des exemples éclatants d'investissements nobles dans les mines, la métallurgie, la verrerie, les défrichements. On pense immédiatement au rôle joué en Hainaut par les Arenberg, les Croy, le vicomte Desandrouin. Des capitaux belges, nobles ou non, participèrent au XVIII^e siècle au développement des mines françaises, non seulement à Anzin, tout proche, mais jusqu'en Normandie, en Bourgogne et dans le Bourbonnais. Quant à l'esprit de caste de la haute noblesse — S. Tassier cite à ce propos la remarque de Gomicourt que chez nous « un noble s'y croit d'une nature différente de celle d'un roturier » — il existait à peu près partout, et certainement en France. Cela ne veut rien dire sur la situation économique de cette classe, qui reste à étudier systématiquement.

On peut critiquer de la même façon ce qu'écrit S. Tassier sur le haut et le bas clergé. Elle défend entre autres les vues de Förster, selon qui l'Eglise possédait la moitié du sol en Flandre et les deux tiers en Brabant, ce qui expliquerait en même temps l'attachement de la population au haut clergé. En fait, la propriété foncière ecclésiastique n'était pas beaucoup plus importante qu'en France, au nord de la Loire. Le prestige moral du clergé aurait été particulièrement élevé dans un pays qui ne connaissait ni le déisme ni l'athéisme. Mais l'état de la France était-il si profondément différent ? Là aussi les athées

n'étaient-ils pas l'exception, même parmi les philosophes ? Moins frustré qu'en France, puisqu'il n'était pas réduit à la « portion congrue », le bas clergé de chez nous était aussi moins ouvert aux écrits politiques et philosophiques. Il avait « une manière simple de comprendre les événements », « une certaine allure bruyante et un peu vulgaire » qui le mettaient tout près du peuple. Il se peut que ce soit bien observé, mais que là gise l'explication du manque d'esprit révolutionnaire chez les paysans, n'est-ce pas un peu vite dit ? Se basant sur une seule citation de Förster, qui avait été frappé par le grand nombre de négociants et de courtiers anglais établis à Ostende, S. Tassier conclut que « les étrangers venaient prendre dans la vie économique du pays la place négligée par les nationaux », ce qui signifie que notre bourgeoisie d'affaires devait être bien en retard par rapport à celle des pays voisins, et particulièrement à celle de la France.

Mais ces dernières années, plusieurs découvertes dispersées jettent un sérieux doute sur le retard économique et social qu'auraient eu les Pays-Bas autrichiens. Il est temps de poser tout autrement le problème : comment expliquer que, malgré le degré de développement économique relativement élevé du pays, la révolution brabançonne ait pu conduire en 1789 et 1790 à une victoire, probablement provisoire, des privilégiés ?

Il y a en effet de moins en moins lieu de croire que les structures économiques et sociales de la France étaient en avance sur celles des Pays-Bas méridionaux. Une meilleure connaissance de l'arrière-plan social a même permis de revoir fortement les différentes phases qu'a connues la Révolution française. Et les résultats des recherches récentes viennent renforcer l'opinion selon laquelle la société belge de la fin de l'Ancien Régime n'était pas aussi endormie ni aussi archaïque que nous la présentent les manuels et la plupart des ouvrages généraux.

Ce n'est pas ici le lieu de s'étendre sur la situation en France, qui mérite en soi tout un développement. On trouvera dans la bibliographie quelques-unes des publications récentes sur ce sujet. Soulignons seulement qu'en 1789, il n'existait pratiquement pas de prolétariat manufacturier en France, pas même à Paris, où les troupes de choc de la plupart des journées révolutionnaires furent constituées de maîtres et de compagnons des métiers, donc de travailleurs du type corporatif. A Bruxelles aussi, les gens des métiers se rendirent maîtres de la rue, avec cette différence notable qu'ils purent compter sur l'appui des privilégiés rabaissés par Joseph II, puisqu'ils étaient de toute ancienneté représentés aux Etats. Les idéaux des artisans parisiens peuvent aussi, après coup, être considérés pour la plupart comme rétrogrades. Ces gens devaient devenir les premières victimes du progrès industriel, donc de la victoire de la bourgeoisie. Dans les années de cherté, leur colère se tournait contre les marchands, les boulangers et les aristocrates. Les réactions de ces consommateurs

étaient rythmées par les pointes de la courbe des prix, forme classique de la lutte des classes sous l'Ancien Régime.

Dans les Pays-Bas autrichiens, les ouvriers de manufacture étaient au moins aussi nombreux qu'en France. Leur pourcentage dans la population de Gand et d'autres lieux, comme Tournai, soutient brillamment la comparaison avec celui de n'importe quelle ville française, et certainement avec celui de Paris. Pour ce qui est du degré de développement économique, il suffit de laisser parler les chiffres, pour en déduire en toute quiétude qu'avant 1789 la Belgique, loin d'accuser un retard économique, était bien en avance sur la France, et que l'esprit d'entreprise n'y était pas moins poussé.

Aux Archives nationales de Paris, j'ai eu l'occasion de consulter les statistiques de la fin de l'Empire (à partir de 1810). Il faut préciser que le chiffre de la production, dans presque tous les secteurs importants, avait plutôt baissé que monté de 1789 à 1800 environ, et que ce n'est qu'à partir de 1802 que se constate une reprise qui coïncide avec ce qu'on peut considérer comme le premier démarrage de la révolution industrielle en Belgique. Il ressort qu'aux environs de 1810, les départements belges fournissaient presque la moitié de la houille de tout l'Empire. Jemappes seul arrivait à environ 30 % du total. Pour les hauts fourneaux et les forges, ces départements prenaient aussi la première place, 25 % de la production de l'ensemble de l'Empire qui, faut-il le préciser, était bien plus étendu et plus peuplé que la France de 1789. Pour l'industrie de la laine, du lin et du coton, pour les papeteries, les tanneries, les verreries, nos départements se classaient aussi aux premiers rangs. Au point de vue industriel, la Belgique se situait donc à un niveau sensiblement plus élevé que la moyenne de la France et de l'Empire. Qu'elle ait été le premier pays du continent à faire démarrer la révolution industrielle, cela n'échappa pas aux yeux de divers contemporains, puis de quelques spécialistes anglais de l'histoire économique, mais, assez curieusement, ne sembla pas frapper les historiens belges. Il est certain que le développement était relativement élevé dès la fin de l'Ancien Régime et qu'en Belgique la révolution industrielle a plongé ses racines dans un terrain mieux préparé aux points de vue agraire et démographique. Il est donc très improbable que la couche entreprenante ait joué un rôle moindre chez nous qu'en France. Est-il d'ailleurs bien vrai que la bourgeoisie d'affaires ait été le moteur de la Révolution française, comme le pensait Jaurès ? Les recherches les plus récentes permettent d'affirmer que non. Les historiens français croient de moins en moins aujourd'hui que la révolution politique de 1789 ait frayé la voie à la révolution industrielle, et donc au groupe des entrepreneurs. Voici peu, après une étude comparative approfondie de la croissance économique en France et en Angleterre au XVIII^e siècle, F. Crouzet en vint à son tour à la conclusion suivante : « le retard de la France n'était pas désastreux et la révolution industrielle allait peut-être y démarrer avec un décalage de quelques années

seulement par rapport à l'Angleterre. Mais la « catastrophe nationale » que la Révolution et vingt années de guerre furent pour l'économie française allaient aggraver ce décalage et le rendre irrémédiable ». Cependant, d'autres pensent avec A. Soboul que la bourgeoisie réussit à garder au moins partiellement le contrôle sur la Révolution, qui lui avait échappé pendant quelques années dans la seconde partie de la Convention, et qu'elle resta toujours solidement en selle à partir de Thermidor. Il est vrai, si l'on ne perd pas de vue que la bourgeoisie qui a donné le ton pendant la Révolution n'appartenait pas au groupe dynamique ayant posé, comme en Angleterre et dans la Principauté de Liège, les bases de la Révolution industrielle. Elle se composait plutôt de militaires, de rentiers et de juristes roturiers. La bourgeoisie d'affaires, qui comptait bien plus de financiers et de négociants que de chefs d'industrie, et qui n'était que médiocrement représentée dans les diverses assemblées, ne s'entendait en outre que difficilement avec la bourgeoisie des professions libérales, dont elle tenait pour dangereuses les idées morales et sociales. Un réel antagonisme existait entre les deux groupes. Que dans les Pays-Bas méridionaux, à part quelques banquiers et quelques gros commerçants, la bourgeoisie d'affaires se soit fait si peu remarquer en 1789 et en 1790, cela n'est donc pas encore une preuve de son retard.

Autre question importante : les nouveaux entrepreneurs, les commerçants et les manufacturiers ont-ils été, en France, aussi touchés qu'on le croyait naguère par les idées de l'*Aufklärung* ? Aucun doute qu'elle les ait partiellement assimilées, mais il faut constater d'autre part qu'elle ne lisait que peu ou pas du tout, souvent par manque de culture ou tout bonnement de temps. Les journaux et les ouvrages de teinte philosophique atteignaient surtout la noblesse, en particulier de robe, le clergé et les membres des professions libérales. La situation était-elle essentiellement autre dans les Pays-Bas autrichiens ? Godechot fait probablement erreur en écrivant que les Lumières étaient plus largement répandues chez nous qu'en France. Il est certain que le gouvernement de Bruxelles, et surtout le ministre plénipotentiaire Cobenzl, ont plus encouragé qu'entravé la libre circulation des œuvres des Philosophes et des journaux éclairés. Comme presque toujours, nos ancêtres étaient bien plus des consommateurs que des créateurs d'idées nouvelles : cela dut aussi être le cas dans la plupart des villes de province françaises. Il ne fait pourtant aucun doute que les dirigeants statistes et vonckistes, tout comme les partisans de l'empereur, étaient au courant des idées de l'*Aufklärung*, d'ailleurs largement appliquées par le gouvernement et même, sur le plan local, par les bourgeois et les « officiers » nobles qui siégeaient aux Etats ou à la direction des districts ruraux de la Flandre. Symptomatique encore l'essor de la franc-maçonnerie, qui gagnait même des membres éclairés du clergé. On peut y voir l'indice d'une crise dans l'Eglise, pourtant moins délabrée qu'en France, et d'une pénétration du rationalisme à la française ou du déisme anglais. Si les loges bruxelloises étaient très

aristocratiques et conservatrices, les ateliers gantois, plus nombreux, comptaient un nombre étonnamment élevé de négociants et de membres aisés des corporations. Parmi les francs-maçons bruxellois, une minorité seulement était vonckiste, comme les très nobles d'Ursel et La Marck et le banquier Walkiers. Comme en France, les loges, bien qu'inspirées des Lumières, étaient fortement divisées au point de vue politique. On ne dispose pas encore d'études locales approfondies sur les groupes qui s'attachèrent à propager les nouveaux idéaux philosophiques et politiques. Pour Bruges seulement, ville qui n'était certes pas particulièrement progressiste, on est informé par le récent article de Y. van den Bergh. Après la dissolution d'une loge brugeoise par Joseph II en 1786, de nombreux membres fondèrent une « Société littéraire » dont devait sortir quelques années plus tard le Club jacobin de Bruges. La noblesse quitta entretemps la Société littéraire. Une telle enquête devrait être menée pour d'autres villes, et d'abord pour Gand, où des francs-maçons se rangèrent en 1790 à l'aile la plus radicale. Malgré des différences locales, de larges couches de la bourgeoisie, fonctionnaires et membres des professions libérales, subissaient donc l'influence de l'Aufklärung. Était-elle plus ou moins forte que dans les villes de province françaises, c'est difficile à dire. Mais une partie considérable, sinon la plus considérable, des « Eclairés » se rangea dans le camp impérial en 1789, ce qui excluait un front commun de tous les progressistes.

Bien sûr, le clergé et la noblesse jouissaient encore chez nous de nombreux droits d'origine féodale et domaniale (rentes seigneuriales, meilleur catel, banalités, dîmes et corvées), mais ils étaient souvent payés en espèces et pesaient moins lourd qu'en France. La réaction seigneuriale qui provoqua en France un mécontentement grandissant des paysans ne fut certainement pas encouragée par le gouvernement autrichien, au contraire. On remarque dans les provinces belges une tendance à l'amenuisement des exploitations, allant de pair avec l'apparition à la campagne de travailleurs *full-time* à domicile (industrie domestique). Dans les années précédant la révolution brabançonne se produisirent de nombreuses « émotions » contre l'exportation des vivres ou des matières premières (lin). Mais rien qui ressemblât à une Jacquerie contre les aristocrates, comme la Grande Peur qui devait imprimer un tournant définitif à la Révolution française. De nombreux facteurs ont pu contribuer à cette différence d'attitude : la hausse des prix fut bien moins marquée chez nous, la réaction seigneuriale n'eut pas la même ampleur, l'agriculture était bien plus productive et les charges moins lourdes, enfin le petit clergé n'était pas mécontent. L'avance des Pays-Bas méridionaux dans le domaine agraire est si bien connue qu'il est inutile d'y insister ici. Cependant des circonstances analogues purent entraîner parfois des réactions comparables, auxquelles on a prêté trop peu d'attention jusqu'à présent. Intéressante est à ce point de vue la révolte paysanne de Schorisse (près d'Audenarde) et des environs. Un sérieux mouvement de révolte y éclata en

1788 contre la levée de taxes sur le bétail et de rentes seigneuriales. Il fallut envoyer des troupes pour rétablir l'ordre. Mais en 1790 aussi, en plein règne des Etats, les paysans s'agitèrent en différentes régions, souvent en faveur de l'empereur, ce que l'on n'a encore remarqué qu'en passant.

Le cours de la révolte contre Joseph II pouvait donc parfois contrarier les vœux de l'assemblée réactionnaire qu'étaient les Etats brabançons. Dans les pages qui suivent, nous devons nous borner à quelques exemples. Bien qu'il ne faille pas grossir exagérément leur importance, ils nuancent pourtant l'image classique des manuels.

Dans le pays de Herve (duché de Limbourg), où de nombreux ouvriers à domicile travaillaient pour l'industrie textile verviétoise, se produisirent des mouvements dirigés contre les privilèges de la noblesse et du clergé, tout-puissants aux Etats. Comme dans la principauté de Liège, ce furent surtout des avocats, parfois fils de paysans aisés, qui se mirent à la tête des mécontents. Les Etats du Limbourg, où l'abbé de Rolduc avait une très grande influence, étaient très anti-autrichiens. Ils avaient vu avec dépit l'ascendant que, dès avant 1789, le *Journal Général de l'Europe*, de Lebrun-Tondu, périodique anti-aristocratique imprimé dans le pays de Herve, avait pris sur la partie instruite de la population. En 1790, les Etats n'osèrent pas publier le *Manifeste du peuple du Brabant* de van der Noot. L'abbé de Rolduc ne réussit pas à les entraîner dans la révolution brabançonne. Bien plus, la reconquête autrichienne put s'appuyer sur la population. Un corps de volontaires fut constitué pour repousser les troupes brabançonnnes. En contrepartie, l'Autriche renforça la représentation du Tiers aux Etats et admit son exigence du vote par tête.

Dans le Hainaut, où l'on était bien moins chaud pour la révolte en 1789 que dans le Brabant, on en vint en 1790, dans la région de Chimay, à une révolte armée pro-autrichienne contre les « patriotes ». Comme dans le pays de Herve, le mécontentement de la population provenait de la cherté des grains, qu'on attribuait à la libre exportation des produits agricoles.

La région de Tournai et la ville, avec ses nombreux ouvriers de manufacture, adoptèrent aussi une attitude très peu appréciée des meneurs brabançons. Dès avant le soulèvement, on avait pu y voir des ouvriers et des chômeurs exaspérés par la cherté piller les maisons des magistrats municipaux aux cris de « vive l'Empereur ! ». Pendant la révolution, les métiers se rendirent maîtres du mouvement et, proclamant que « c'est à la nation qu'appartient le droit de répartir l'exercice de la souveraineté et de nommer ses représentants », soumièrent à leur autorité l'administration de la ville et les Etats. Faut-il rappeler que le principe de la souveraineté de la nation était une abomination aux yeux de van der Noot et de ses partisans, en particulier à ceux du jésuite Feller, traditionaliste acharné et précurseur de Burke et de J. de Maistre.

A Gand se produisit aussi une vive opposition à la politique des Etats de Flandre, où la noblesse avait pu se faire représenter. Ces Etats se conduisirent pourtant de façon bien plus réaliste que ceux du Brabant. La généralité de la ville, la « Collace », qui avait perdu beaucoup de sa signification depuis Charles Quint, promulgua de sa propre autorité en avril 1790 un règlement organisant des élections. Il y était entre autres question de la « volonté générale de la nation », du « désir du peuple », etc. On y parlait donc le même langage révolutionnaire qu'à Paris et à Liège, et que les Patriotes hollandais vaincus. Le Statut rédigé en juin 1790 par la « Collace » montrait encore plus clairement l'influence de la littérature philosophique. On y défendait entre autres le principe de la séparation des pouvoirs. L'article 1 proclamait « Que l'origine de tout pouvoir réside dans le Peuple ». La Collace exigea le droit de nommer les échevins, ce qui la mit en conflit avec les Etats de Flandre : ceux-ci, étant donné que le souverain était éliminé et qu'ils ne reconnaissaient pas le principe de la souveraineté de la nation, voulaient se réserver ce droit. En juillet 1790, une foule compacte et houleuse déborda le Magistrat et les Etats aux cris de « vive le troisième ordre ». La « Collace » procéda ensuite à l'installation d'un Magistrat selon ses vœux, défaite cuisante pour les statistes, si faibles à Gand qu'on les écoutait à peine. Les vonckistes furent dépassés par une aile plus radicale, conduite par des avocats, des médecins et des commerçants, disciples de l'avocat Meyer, « toutes personnes sans religion ni foi, prenant en remorque la populace crapuleuse sous prétexte de Liberté, d'Egalité et de Fraternité », une trouvaille de la franc-maçonnerie, suivant la source citée. L'auteur, un ecclésiastique vonckiste, nous apprend aussi que les partisans de Meyer s'entendaient fort bien avec ceux de l'empereur. Les progressistes qui dirigeaient la Collace et le Magistrat avec l'appui du peuple étaient donc fort partagés. Les vonckistes étaient ici une sorte de modérés.

Depuis la réforme des Etats de Flandre par Marie-Thérèse (1754), le plat-pays et les petites villes y étaient mieux représentés. Dans un pays aussi décentralisé que le nôtre, qui n'avait jamais connu un absolutisme comparable à celui de Louis XIV, les Etats disposaient de leurs propres finances et de leur propre administration. Même les districts ruraux, comme le Pays d'Alost, le Pays de Waas, etc., avec leurs chefs-collèges, avaient leurs finances et une administration à la compétence étonnamment étendue. Divers membres des Etats et les échevins des districts ruraux étaient fortement sous l'influence de l'Aufklärung et des Physiocrates français. La politique commerciale libérale « à la page » de ce clan aristocratique et bourgeois n'était pourtant pas goûtée de la plus grande partie de la population. On vit en 1789 quel était le discrédit de cette élite pro-autrichienne dans le peuple. En 1789 et 1790, l'entrée de la noblesse aux Etats renforça l'aile conservatrice. Cette assemblée, à la différence de celle du Brabant, chercha cependant longtemps à réaliser un compromis entre les conceptions de Vonck et celles de van der Noot. Elle maintint fermement son oppo-

sition à la politique bornée de van der Noot, qui refusait les propositions de médiation de la Prusse, de l'Angleterre et des Provinces Unies pour arriver à un accord avec Léopold II, le successeur de Joseph II. Elle en vint à ignorer de plus en plus le Congrès.

Il ne fait aucun doute qu'en Flandre, dans le Hainaut et le Tournaïsis beaucoup de bourgeois « éclairés », parmi lesquels nombre de partisans déclarés ou honteux de l'empereur, accueillirent avec soulagement la restauration du régime autrichien.

Au XVIII^e siècle, la hausse des prix fut bien moins accentuée dans les Pays-Bas méridionaux qu'en France. Dans une étude encore inédite, E. Scholliers a calculé que vers 1789 le pouvoir d'achat de nos travailleurs était de 10 à 11 % plus élevé que celui des Français, en ce qui concerne le froment et le seigle. On disposait en outre chez nous de la pomme de terre, relativement bon marché. Le niveau de vie de la masse, dans les Pays-Bas autrichiens, n'accusait donc pas non plus de retard sur celui de la France, ce qui pourrait expliquer que les troubles frumentaires, très fréquents surtout à partir de 1784, aient eu une signification politique moins directement prononcée. Cependant la « panne de profit » que E. Labrousse constatait en France dans les années précédant 1789 fut aussi fortement ressentie chez nous. Le chômage et la cherté, allant de pair avec des émeutes contre les marchands et tous ceux qui étaient soupçonnés de spéculer sur la rareté des vivres, prirent plus de place dans la correspondance des autorités que la révolte politique contre les réformes de Joseph II. Il est certain que le climat économique défavorable a fortement influencé les événements politiques dans les Pays-Bas autrichiens comme en France. Mais jusqu'à présent, aucune synthèse n'a tenu compte sérieusement des rapports qui ont existé entre ces deux séries de phénomènes.

Tâchons, en manière de conclusion, de grouper quelques éléments qui peuvent contribuer à une meilleure compréhension des différences entre la Révolution française et ce qu'on appelle la révolution brabançonne.

En France, les privilégiés et le Tiers Etat tentèrent d'obtenir voix au chapitre pour mettre fin à un absolutisme établi depuis bientôt deux siècles. Dans les Pays-Bas autrichiens, le gouvernement essaya d'écarter les privilégiés, et avec eux le Tiers Etat, du gouvernement du pays et de mettre ainsi un terme à ce qui restait — et c'était considérable — d'une autonomie locale séculaire (exercée il est vrai dans l'intérêt de l'oligarchie des Etats).

Le maintien des Etats dans leur forme dépassée pouvait être présenté par les privilégiés comme une victoire de « la nation ». Seuls

des bourgeois éclairés comme Vonck et quelques autres, ici et là soutenus par la masse (à Gand, à Tournai, dans le Pays de Herve), ne voulurent pas se contenter de cette caricature de représentation nationale. Autrement dit la révolution brabançonne est restée enlisée dans la phase de « révolte des privilégiés » que la France connut aussi à partir de 1787.

Sur bien des points, le régime autrichien avait incarné le progrès. Avec l'appui de la bourgeoisie éclairée, il avait ébranlé l'Ancien Régime. En France, les bourgeois progressistes se rangeaient, avec les membres des métiers et les paysans, dans l'opposition contre l'immobilisme de la monarchie absolue, qui n'était pas en état d'appliquer les réformes nécessaires dans le domaine fiscal ni ailleurs.

Pendant la révolution brabançonne — qu'on l'appelle « révolution » ou tout simplement « révolte », cela dépend de la définition que l'on donne du mot révolution — les progressistes étaient divisés en partisans plus ou moins fidèles de l'empereur, en vonckistes et en radicaux, qui frayèrent malgré eux la voie aux privilégiés, très forts surtout dans le Brabant, avec ses structures économiques et politiques extraordinairement archaïques.

La différence de développement économique conduisit certaines régions et certaines villes à des réactions que ne désiraient pas les statistes. Mais en 1790, les privilégiés disposèrent d'arguments-massue contre les progressistes. Ils purent facilement mettre dans le même sac vonckistes et partisans de l'empereur. Ce fut surtout ce qui se passa en France — nuit du 4 août, vente des biens ecclésiastiques, etc. — qui les mit en garde contre la souveraineté de la nation. Chez nous, la contre-révolution débuta pratiquement en même temps que la révolte. Elle avait été préparée dans les esprits, longtemps avant 1789, par Feller et les siens. Les statistes brabançons firent ce que les privilégiés français n'auraient certainement pas manqué non plus d'entreprendre si on leur en avait laissé l'occasion et s'ils avaient clairement prévu le cours des événements. Mais la dynamique de la Révolution française était de telle nature qu'on pouvait difficilement la freiner. Par leur centralisation, les rois de France avaient malgré eux fait de Paris ce qui devait devenir un gigantesque théâtre révolutionnaire (600.000 habitants). Chez nous, les progressistes ne purent imposer qu'ici et là leurs mots d'ordre aux masses. Les bourgeois « éclairés » — souvent soupçonnés d'être favorables à l'empereur — avaient déjà dévoilé leurs batteries aux Etats et dans les districts ruraux. Dès avant la révolte, ils étaient en grande partie tombés en discrédit et leur aile non compromise était trop faible en nombre.

Il me semble d'ores et déjà établi que le caractère rétrograde de la politique des Etats n'a pas trouvé son origine dans un retard économique. Peut-être même le degré de développement relativement élevé des Pays-Bas autrichiens a-t-il été un des facteurs qui ont barré la voie à une révolution radicale.

BIBLIOGRAPHIE

On ne peut présenter ici davantage qu'un choix. Plus d'indications pourront être trouvées dans mon article plus étendu, *De Brabantse Omwenteling. Een conservatieve opstand in een achterlijk land ?*, à paraître dans *Tijdschrift voor Geschiedenis*. Outre l'*Histoire de Belgique*, de H. PIRENNE, et la contribution de A. COSEMANS dans *Algemene Geschiedenis der Nederlanden* (t. VIII), on consultera, pour les aspects politiques de la révolte, S. TASSIER, *Les démocrates belges de 1789. Etude sur le Vonckisme et la Révolution Brabançonne*, Bruxelles, 1930 ; P. GEYL, *Noord-Nederlandse Patriottenbeweging en Brabantse Revolutie*, dans *Nieuw Vlaams Tijdschrift*, VII, n° 6, Anvers, 1953 ; J. DHONDT, *De Politieke groei in België tussen 1789 en 1856*, dans *De Vlaamse Gids*, 1953.

Pour l'étude comparée des divers mouvements révolutionnaires à la fin du XVIII^e siècle : J. GODECHOT, *Les Révolutions, 1770-1799*, Paris, 1963 (Coll. La nouvelle Clio) ; R. R. PALMER, *The age of the democratic Revolution. A political history of Europe and America*, Princeton-New-Jersey, 1959-1964, 2 vol.

Quelques études récentes sur les aspects politiques, économiques, sociaux et intellectuels de la Révolution française : l'état des questions de M. REINHARD, *Sur l'histoire de la Révolution française. Travaux récents et perspectives*, dans *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, XIV, Paris, 1959, p. 553-570 ; A. SOBOUL, *Précis d'histoire de la Révolution française*, Paris, 1962 ; ID., *Les Sans-culottes parisiens en l'An II*, Paris, 1958 ; G. E. RUDE, *The crowd in the French Revolution*, Oxford, 1959 ; J. EGRET, *La Pré-Révolution française (1787-1788)*, Paris, 1962 ; C. E. LABROUSSE, *Esquisse du mouvement des prix et des salaires en France au XVIII^e siècle*, Paris, 1933 ; G. LEFEBVRE, *Le mouvement des prix et les origines de la Révolution française*, dans *Annales d'histoire économique et sociale*, IX, Paris, 1937, p. 139 et suiv. ; ID., *Les recherches relatives à la répartition de la propriété et de l'exploitation foncière à la fin de l'Ancien Régime*, dans *Revue d'Histoire Moderne*, 1928, p. 103-130 ; P. BAIROCH, *Niveaux de développement économique de 1810 à 1910*, dans *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, XX, Paris, 1965, pp. 1091-1117 ; F. CROUZET, *Croissances comparées de l'Angleterre et de la France au XVIII^e siècle*, dans *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, Paris, 1966, pp. 254-291 ; A. DAUMARD et F. FURET, *Structures et relations sociales à Paris au milieu du XVIII^e siècle*, Paris, 1961 ; L. G. CROCKER, *An age of crisis. Man and world in eighteenth century french thought*, Baltimore, 1959 ; P. LEON, *Recherches sur la bourgeoisie française de province au XVIII^e siècle*, avec la collaboration de P. GOUBERT (Beauvais), D. LIGOU (Montauban), G. RICHARD (Le Havre), dans *L'Information historique*, XX, Paris, 1933 ; A. BOUTON, *Les francs-maçons manceaux et la Révolution française (1743-1815)*, Le Mans, 1958, etc.

Pour les Pays-Bas méridionaux :

P. LENDERS, *De politieke crisis in Vlaanderen omstreeks het midden der achttiende eeuw. Bijdrage tot de geschiedenis der Aufklärung in België*, Bruxelles, 1956 ; R. DE BOCK, *De Hoofdschepenbank van het Land van Waas*, (mémoire de licence inédit, Université de Gand) ; Fr. DUMONT, *La Révolution brabançonne et la Révolution hennuyère de 1789*, dans *Revue du Nord* XXXIII, Lille, 1951, pp. 29-43 ; ID.,

La Contre-révolution brabançonne dans la presqu'île de Chimay, 1789-1791, Liège, 1947 ; W. RAVEZ, *Tournai et le Tournaisis pendant la Révolution brabançonne*, Tournai-Paris, 1947 ; A. MINDER, *Le duché de Limbourg et la Révolution brabançonne*, Pepinster, 1948 ; P. ROGGHE, *De Omwenteling van 1789. Het aandeel van Vlaanderen, inzonderheid van de Staten van Vlaanderen*, dans *Bijdragen tot de Geschiedenis en de Oudheidkunde*, Gand, 1943, pp. 143-179 ; P. DEPREZ, *Het streven van de adel tot reïntegratie in de Staten van Vlaanderen (1781-1789)*, dans *Handelingen van het XXIV^e Vlaams Filologencongres*, Louvain, 1961, pp. 369-375 ; V. FRIS, *Histoire de Gand*, Gand, 1913 ; J.-J. DE SMET, *Révolution brabançonne-Collace de Gand, 1789-1790*, dans *Bulletin de l'Académie Royale des Sciences et Belles Lettres de Bruxelles*, XI, 2^e partie, Bruxelles, 1844, pp. 341-358 ; F. DE SMAELE, *De boerenopstand te Schorisse in 1788*, dans *Jaarboek van de Zottegemse Culturele Kring*, année 1951-1952, s.l., pp. 61-96 ; etc.

Sur la campagne et les paysans : B. H. SLICHER VAN BATH, *De agrarische geschiedenis van West-Europa (500-1850)*, Utrecht-Anvers, 1960 (avec bibliographie) ; P. DEPREZ, *De boeren in de 16, 17 en 18^e eeuw*, dans *Flandria Nostra*, t. I, Anvers-Bruxelles, 1957, pp. 123-165 ; L. VERRIEST, *Le régime seigneurial dans le comté de Hainaut du XI^e siècle à la Révolution*, Louvain, 1956² ; L. VAN BUYTEN, *Grondbezit en grondwaarde in Brabant en Mechelen, volgens de onteigeningen voor de aanleg der verkeerswegen in de achttiende eeuw*, dans *Bijdragen voor de Geschiedenis der Nederlanden*, XVIII, La Haye-Anvers, 1963, pp. 81-122 ; R. VAN UYTVEN et J. de PUYDT, *De toestand der abdijen in de Oostenrijkse Nederlanden, inzonderheid der Statenabdijen in de tweede helft der 18^e eeuw*, dans *Bijdragen tot de Geschiedenis inzonderheid van het oud hertogdom Brabant*, 3^e série, XVII, Anvers, 1965, pp. 5-80 (pagination du tiré à part) ; P. RECHT, *Les biens communaux du Namurois et leur partage à la fin du XVIII^e siècle*, Bruxelles, 1950 ; H. VAN HOUTTE, *La législation annonaire des Pays-Bas à la fin de l'Ancien Régime et la disette de 1789 en France*, dans *Vierteljahrschrift für Sozial und Wirtschaftsgeschichte*, X, 1912, pp. 96 et suiv. et 384 et suiv. ; etc.

Sur l'industrie, le commerce, la bourgeoisie d'affaires et les travailleurs : H. COPPEJANS-DESMEDT, *De Burgerij in de 17 en de 18^e eeuw* et J. CRAEYBECKX, *De arbeiders in de 17 en de 18^e eeuw*, dans *Flandria Nostra*, op. cit. (avec bibliographie) ; H. COPPEJANS-DESMEDT, *Bijdrage tot de studie van de goeode burgerij te Gent in de XVIII^e eeuw*, Bruxelles, 1952 ; R. DARQUENNE, *Histoire économique du département de Jemappes*, Mons 1965 ; A. JULIN, *Les grandes fabriques en Belgique vers le milieu du XVIII^e siècle*, dans *Mémoires... publiés par l'Académie Royale des Sciences... de Belgique*, LXIII, Bruxelles, 1903, pp. 19 et suiv. ; J. CRAEYBECKX, *Les statistiques de la fin de l'Empire et les débuts de la révolution industrielle en Belgique*, à paraître dans les *Mélanges G. Jacquemyns* ; P. BONENFANT, *Le problème du paupérisme en Belgique à la fin de l'Ancien Régime*, Bruxelles, 1934. Sur les prix et le niveau de vie : C. VERLINDEN, J. CRAEYBECKX, E. SCHOLLIERS et coll., *Documents pour l'histoire des prix et des salaires en Flandre et en Brabant*, Bruges, 1959-1965, 3 vol. ; J. CRAEYBECKX, *Brood en levensstandard. Kritische studie betreffende de prijs van het brood te Antwerpen en te Brussel in de 17 en de 18^e eeuw*, dans *Bijdragen tot de Prijsengeschiedenis*, III, Louvain, 1958, pp. 133-162.

Sur les « Lumières » et leur expansion : M. DENECKERE, *Het culturele leven in het Zuiden, 1748-1795*, dans *Algemene Geschiedenis der Nederlanden*, VIII (avec

bibliographie) ; W.J.H. PRICK, *C.F. de Nélis, un homme d'Eglise libéral au siècle des Lumières (1736-1784)*, Paris, 1942 ; H. DE GROOTE, *Vrijmetselarij in Brabant tijdens de achttiende eeuw*, dans *Bijdragen tot de Geschiedenis, inzonderheid van het oud hertogdom Brabant*, 3^e série, n° 4, Anvers, 1952, pp. 37-53 ; Y. VAN DEN BERGHE, *De reacties van de Brugse Jacobijnen tijdens de eerste Franse inval (1792-1793)*, dans *Handelingen der Maatschappij voor Geschiedenis en Oudheidkunde te Gent*, n^{le} série, XIX, Gand, 1965, p. 1-52 (pagination du tiré à part) ; B. VAN DER SCHELDEN, *La Franc-maçonnerie Belge sous le régime autrichien*, Louvain, 1923.

Quelques sources aisément accessibles : G. FÜRSTER, *Voyage philosophique et pittoresque sur les rives du Rhin, à Liège, dans la Flandre, le Brabant, la Hollande, etc., fait en 1790*, traduit de l'allemand par Ch. Pougens, Paris, s.d., 2 vol. ; [DERIVAL], *Le voyageur dans les Pays-Bas autrichiens*, Amsterdam, 1782 et suiv., 6 vol. ; *Jaerboeken der Oostenrijkse Nederlanden van 1780 tot 1814*, Gand, 1818 (P. DEPREZ a eu l'amabilité d'attirer notre attention sur cette source si intéressante pour les événements à Gand et en Flandre) ; D. DESTANBERG, *Gedenkboeken der stad Gent onder het huis van Oostenrijk. Gent onder Jozef II, 1780-1792*, Gand, 1910 ; J. F. et J. B. VAN DER STRAELEN, *De Kronijk van Antwerpen*, éditée par A. VAN BEERENDONCKS, R. J. LEENAERTS et J. RIJLANT, Anvers, 1929-1936, vol. II et III.

J. CRAEYBECKX.